



STATUTS DE LA LIGUE AUVERGNE-RHONE-ALPES DE TENNIS DE TABLE

TITRE I BUT ET COMPOSITION

Article 1

L'Association Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de Tennis de Table dite LAURA TT, association soumise à la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901, créée par l'instance dirigeante de la Fédération Française de Tennis de Table en application de l'Article 8 de ses statuts, comprend des associations sportives ayant pour but de faire pratiquer le tennis de table sur le territoire du Service Régional du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Elle a pour objet :

- a) d'organiser, de coordonner, de développer et de contrôler la pratique du Tennis de Table sous toutes ses formes sur le territoire de la Ligue ;
- b) d'organiser les compétitions et notamment les Championnats Régionaux, toutes catégories, inhérentes à cette pratique ;
- c) de défendre les intérêts moraux et matériels de la Ligue ;
- d) de veiller au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité national olympique et sportif français ;
- e) de veiller au respect de l'environnement et d'œuvrer en faveur du développement durable.

Elle est régie par le code du Sport, par les textes législatifs et réglementaires en vigueur concernant le sport et par les présents statuts

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social **Atrium 1 rue Colonel Chambonnet 69500 Bron 68 avenue Tony Garnier - 69304 LYON CEDEX 07** avec une antenne « Auvergne » située 4 parc de l'Artière 63122 Ceyrat Le siège et son antenne peuvent être transférés, respectivement, en tout lieu de cette ville par simple décision du Conseil de Ligue et dans une autre commune par délibération de l'Assemblée générale

Article 2

La Ligue se compose des associations sportives constituées dans les conditions prévues par le Chapitre 1^{er} du titre II du code du Sport.

La Ligue comprend également dans les conditions fixées par les statuts, à titre individuel, des personnes physiques dont la candidature est agréée par le Conseil de Ligue, ainsi que des membres honoraires, bienfaiteurs, à vie et d'honneur.

Article 3

La réglementation relative aux sanctions disciplinaires est explicitée dans le livret traitant des « organes disciplinaires » dans les règlements administratifs de la Fédération Française de Tennis de Table.

Article 4

Les moyens d'action de la Ligue sont :

- l'organisation et le contrôle d'épreuves de tennis de table sur le territoire de la Ligue ;
 - l'établissement de relations suivies avec les Pouvoirs Publics, le Comité Régional Olympique et Sportif ;
 - l'organisation et le contrôle de la qualité de la formation sportive ;
 - la création des commissions techniques, en vue d'études et de tâches spécialisées ;
 - la tenue de réunions périodiques, de congrès et de conférences, de stages, etc...
 - la publication d'un bulletin officiel et de tous ouvrages et documents concernant le tennis de table ;
 - l'aide morale, technique et matérielle aux associations affiliées à la FFTT
 - la formation de ses cadres techniques et de ses dirigeants
- et, plus généralement, toute action en vue du développement du Tennis de Table.

TITRE II Assemblée Générale

Article 5

5.1 - L'Assemblée générale se compose des représentants directs des associations sportives affiliées à la Fédération et ayant leur siège sur le territoire de la Ligue.

5.2 - L'ensemble des représentants dispose à l'Assemblée générale, d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre de licences dans l'association

5.3 - Les représentants participant aux Assemblées générales disposent d'un nombre de voix déterminé par le barème suivant pour les licences traditionnelles et promotionnelles :

- de 3 à 10 licenciés : 1 voix ;
- de 11 à 20 licenciés : 2 voix ;
- de 21 à 50 licenciés : 3 voix ;
- de 51 à 500 licenciés : 1 voix supplémentaire par 50 ou fraction de 50 licenciés ;
- de 501 à 1000 licenciés : 1 voix supplémentaire par 100 ou fraction de 100 licenciés ;
- au-delà de 1000 licenciés : 1 voix supplémentaire par 500 ou fraction de 500 licenciés.

Pour l'application de ce barème, seules sont prises en compte les licences validées et payées et seules pourront exprimer leurs voix les associations en règle avec la Fédération, la Ligue et leur Comité Départemental.

5.4 Obligation aux clubs régionaux d'assister à l'AG de ligue. La qualification de « club régional » sera acquise pour tout club ayant une ou plusieurs équipes en championnat national et/ou régional durant la saison qui servira de référence pour le calcul des voix de l'A.G. L'association sportive concernée envoie à l'Assemblée générale un délégué élu à cet effet par le club.-En cas d'empêchement, celui-ci peut être représenté par un autre membre de l'association sportive auquel il aura été remis un pouvoir signé en bonne et due forme. A défaut, une pénalité calculée par voix et votée par le Conseil de Ligue chaque saison sera appliquée.

5.5 - Le vote par procuration n'est pas autorisé

5.6 - Au cours de l'Assemblée Générale, il est procédé au dépouillement des votes directs par les scrutateurs désignés par le Président de cette Assemblée, en dehors des candidats lorsqu'il y a des élections de personnes

5.7 - Les délégués des associations sportives doivent être âgés de seize ans révolus, jouir de leurs droits civiques (s'ils sont majeurs) et être licenciés pour l'association sportive qu'ils représentent.

Les délégués des associations sportives exclusivement corporatives doivent être âgés de seize ans révolus, jouir de leurs droits civiques (s'ils sont majeurs) et avoir la qualification corporative pour l'association sportive qu'ils représentent, peu importe qu'ils soient licenciés de cette association ou d'une association "libre".

L'Assemblée générale comprend également les personnes physiques admises à titre individuel ainsi que les membres honoraires, les membres bienfaiteurs et les membres à vie mentionnés à l'article 2 des présents statuts. Ils disposent chacun d'une voix.

Les membres d'honneur et, sous réserve de l'autorisation du Président, les agents rétribués par la Ligue peuvent assister à l'Assemblée Générale avec voix consultative.

Article 6

L'Assemblée générale est convoquée par le Président de la Ligue. Elle se réunit au moins une fois par an à la date fixée par le Conseil de Ligue. En outre, elle se réunit chaque fois que sa convocation est demandée par le Conseil Fédéral ou celui de la Ligue ou par le tiers au moins des associations sportives de la Ligue représentant au moins le tiers des voix.

L'ordre du jour est fixé par le Conseil de Ligue. En cas de mesures restrictives ne permettant pas de réunion physique, l'Assemblée Générale peut se réunir et délibérer à distance par des moyens de visioconférence, de télécommunication et de vote électronique ou à distance. Les membres qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification sont réputés présents.

L'Assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale de la Ligue. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du Conseil de Ligue et sur la situation morale et financière. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget. Toutes ses décisions sont prises à la majorité simple, sauf stipulations contraires.

Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret. Les autres votes sont effectués à main levée sauf si le président de séance ou le tiers au moins des délégués présents demandent le vote à bulletin secret

Conformément à l'Article 2 du Règlement Intérieur de la Fédération, l'Assemblée générale élit cinq délégués titulaires et cinq délégués suppléants chargés de représenter la Ligue aux Assemblées générales de la Fédération. Ces délégués doivent être membres du Conseil de Ligue.

L'assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans

Les procès-verbaux de l'Assemblée générale et les rapports financiers sont communiqués chaque année aux associations sportives affiliées par l'une des publications officielles de la Ligue.

TITRE III ADMINISTRATION Section I – LE CONSEIL DE LIGUE

Article 7

7.1 - La Ligue est administrée par un Conseil de Ligue qui exerce, dans les limites des pouvoirs délégués par le Conseil Fédéral de la Fédération, l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à l'Assemblée générale ou à un autre organe de la Ligue. Toutefois, les délibérations relatives à l'acceptation des dons et des legs ne produisent effet qu'après leur approbation par l'autorité administrative.

Le conseil de ligue est composé de:

- 16 membres élus pour une durée de quatre ans. Ils sont rééligibles.
- Chaque comité départemental qui compose la ligue est représenté au sein du Conseil de ligue par un membre du Comité directeur départemental. Ce représentant a des droits identiques à

ceux des membres élus par l'Assemblée générale de la ligue sauf celui de se présenter, au cours du mandat, à la présidence de la ligue

7.2 - Mode d'élection

Scrutin plurinominal

Les membres élus au Conseil de Ligue le sont au scrutin plurinominal majoritaire à un tour par l'Assemblée Générale. En cas d'égalité de suffrages entre deux ou plusieurs candidats, le bénéficiaire est accordé dans un premier temps au sexe le moins représenté au niveau des licences, sinon au plus jeune âge.

7.3 - Le Conseil de Ligue doit comprendre au moins un médecin élu en cette qualité et favoriser la parité par une représentation de chaque sexe de 25 % minimum.

7.4 - Peuvent seules être élues au Conseil de Ligue les personnes de seize ans révolus jouissant de leurs droits civiques (si elles sont majeures) et licenciées dans une association sportive affiliée à la Fédération et ayant son siège sur le territoire de la Ligue.

Ne peuvent pas être élues au Conseil de Ligue :

- 1) les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ou privées de leurs droits civiques ;
- 2) les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales ;
- 3) les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles techniques de jeu constituant une infraction à l'esprit sportif.
- 4) Les personnes en activité professionnelle dont l'employeur principal est la ligue Auvergne-Rhône-Alpes.

7.5 - En cas de vacance(s) au sein du Conseil de Ligue, il devra être pourvu nécessairement au remplacement du ou des membres défectueux suivant les modalités définies dans le règlement intérieur.

Les nouveaux membres ainsi élus n'exerceront leurs fonctions que jusqu'à l'expiration du mandat du membre qu'ils ont remplacé.

Le conseil de ligue peut coopter des remplaçant(e)s pour ne pas laisser de sièges vacants en cours de saison. Ce statut de membre coopté n'est valable que jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Le mandat d'un Conseil de Ligue court jusqu'à l'élection d'un nouveau Conseil de Ligue.

Article 8

L'Assemblée générale peut mettre fin au mandat du Conseil de Ligue avant son terme normal par le vote d'une motion de défiance intervenant dans les conditions ci-après :

- L'Assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix. Le décompte des voix est établi à partir du nombre des licences validées à la date du dépôt de la motion de défiance ;
- Les deux tiers des membres de l'Assemblée générale doivent être présents ;
- La révocation du Conseil de Ligue doit être votée à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et des bulletins blancs.

Article 9

Le Conseil de Ligue se réunit au moins trois fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande d'au moins le quart de ses membres. La présence d'au moins un tiers des membres du Conseil de Ligue est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Le Président établit l'ordre du jour et l'adresse aux membres du Conseil de Ligue au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas de situation exceptionnelle.

En cas de mesures restrictives ne permettant pas de réunion physique, le Conseil de Ligue peut se réunir et délibérer à distance par des moyens de visioconférence, de télécommunication et de

vote électronique ou à distance. Les membres qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification sont réputés présents.

Il est tenu un procès-verbal des séances, qui est soumis à l'approbation du Conseil de Ligue au plus tard à la première réunion de celui-ci selon les modalités prévues dans le règlement intérieur. Il est signé par le Président et secrétaire Général.

Tout membre élu qui n'a pas assisté à trois séances consécutives du Conseil de Ligue, sans excuse valable, perd la qualité de membre du Conseil de Ligue.

Les agents rétribués de la Ligue peuvent assister aux séances s'ils y sont autorisés par le Président avec voix consultative.

Article 10

Les membres du Conseil de Ligue ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

Le Conseil de Ligue ou uniquement son membre mandaté à cet effet, vérifie les justifications présentées à l'appui des demandes de remboursement de frais. Il statue sur ces demandes hors de la présence des intéressés.

Section II - LE PRÉSIDENT ET LE BUREAU

Article 11

Dès l'élection du Conseil de Ligue, l'Assemblée générale élit le Président de la Ligue. Le Président est choisi parmi les membres élus du Conseil de Ligue, sur proposition de celui-ci. Il est élu par l'Assemblée générale au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et des bulletins blancs.

En cas d'échec, les membres du Conseil de Ligue se réunissent de nouveau pour proposer jusqu'à élection à la majorité absolue, d'un nouveau candidat.

Au cours d'une même Assemblée générale, un candidat à la présidence ne peut être présenté qu'une seule fois au suffrage de celle-ci.

Le mandat du Président prend fin avec celui du Conseil de Ligue.

Article 12

Après l'élection du Président par l'Assemblée générale, celui-ci propose son Bureau au Conseil de Ligue qui approuve la nomination poste par poste.

Le mandat du Bureau prend fin avec celui du Conseil de Ligue.

Article 13

Le Président de la Ligue préside les Assemblées générales, le Conseil de Ligue et le Bureau. Il ordonnance les dépenses. Il représente la Ligue dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Le Président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le Règlement intérieur. Toutefois, la représentation de la Ligue en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

Article 14

En cas de vacance du poste de Président, quelle qu'en soit la cause, ses fonctions sont exercées provisoirement par le Vice-président délégué, à défaut par le plus âgé des membres du Bureau jusqu'à la première réunion du Conseil de Ligue suivant la vacance,

Dès la première réunion suivant la vacance, le Conseil de Ligue élit un membre du Bureau qui assure les fonctions de Président jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Après avoir complété le Conseil de Ligue selon les modalités définies par le règlement intérieur, celui-ci élit en son sein et à bulletin secret un nouveau Président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. En cas de mesures restrictives ne permettant pas de réunion physique, le Bureau de Ligue peut se réunir et délibérer à distance par des moyens de

visioconférence, de télécommunication et de vote électronique ou à distance. Les membres qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification sont réputés présents.

Section III - AUTRES ORGANES DE LA LIGUE

Article 15

Le Conseil de Ligue institue les commissions statutaires (articles 20.2, 20.3 et 20.4 des statuts de la Fédération et Titre 2 - chapitre 5 du Règlement intérieur de la Fédération) et les commissions régionales (Titre 3 – chapitre 5 du Règlement intérieur de la Fédération) qu'il juge nécessaires au fonctionnement de la Ligue.

Le Conseil de Ligue nomme, en son sein de préférence, le Président de chacune des commissions. La composition, le fonctionnement, le rôle et les compétences de l'ensemble des commissions sont précisées dans le règlement intérieur de la Ligue.

TITRE IV DOTATIONS ET RESSOURCES ANNUELLES

Article 16

La dotation de la Ligue comprend :

- les biens mobiliers et immobiliers strictement nécessaires au bon fonctionnement de la Ligue,
- le montant d'un prélèvement, fixé chaque année, sur les ressources de la Ligue.

Article 17

Les ressources annuelles de la Ligue comprennent :

- le revenu de ses biens,
- des droits d'inscription des associations sportives,
- la cotisation annuelle des associations sportives,
- des recettes provenant des licences délivrées aux membres des associations sportives,
- des cotisations fixées par le Conseil de Ligue ou décidées par l'Assemblée générale,
- de la cotisation annuelle des membres bienfaiteurs,
- des subventions de l'État et des collectivités publiques,
- des recettes de toute nature destinées à promouvoir sur le plan de la Ligue les moyens d'action de la FFTT,
- des recettes de toute nature provenant de ses organisations ou des organisations qui lui sont confiées par la FFTT,
- des pourcentages sur les recettes réalisées à l'occasion de manifestations dont l'organisation est confiée par ses soins à des tiers,
- le produit des rétributions perçues pour services rendus.

Article 18

Il est tenu, dans ce but, une comptabilité en deniers et en matières, des recettes et des dépenses de la Ligue faisant apparaître annuellement un compte d'exploitation, le résultat de l'exercice et le bilan. Ce dernier, avant d'être soumis par le Conseil de Ligue à l'approbation de l'Assemblée générale, est contrôlé par le Commissaire vérificateur, nommé pour la durée du mandat lors de l'Assemblée générale électorale.

Article 19

Il est justifié chaque année auprès du Directeur Régional du Ministère chargé des Sports, de l'emploi des fonds provenant des subventions accordées au cours de l'exercice écoulé. Il en est de même pour les subventions des collectivités territoriales

Le Président de la Fédération exerce un droit de contrôle et a accès aux documents relatifs à la gestion et à la comptabilité de la Ligue qui le tient informé de l'exécution de son budget.

TITRE V MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 20

20.1 - Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée générale, dans les conditions prévues au présent article, sur proposition du Conseil Fédéral ou de celui de la Ligue ou sur proposition du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale, représentant le dixième des voix.

20.2 - Dans tous les cas la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modification, est adressée aux représentants des groupements sportifs affiliés, tel que défini à l'article 5 des présents statuts, un mois au moins avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée.

20.3 - L'Assemblée générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins des clubs en obligation de présence, représentant au moins la moitié du total de leurs voix, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée générale est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour ;

a) la convocation est adressée aux membres de l'Assemblée quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

b) l'Assemblée générale statue alors sans condition de quorum.

Les statuts peuvent être modifiés par la majorité absolue des voix exprimées lors du vote des clubs présents.

Article 21

La dissolution de la Ligue ne peut être prononcée que par le Conseil Fédéral en application de l'article 8 des statuts fédéraux.

En cas de dissolution, les archives de la Ligue doivent être déposées au siège de la Fédération par le Conseil de Ligue en fonction lors de la dissolution. La liquidation des biens de la Ligue sera effectuée par le Conseil Fédéral et son actif sera remis à la Fédération.

TITRE VI SURVEILLANCE ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 22

Le Président de la Ligue ou son délégué fait connaître dans les trois mois à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où elle a son siège social, tous les changements intervenus dans la direction de la Ligue.

Les documents administratifs de la Ligue et les pièces de comptabilité sont tenus à la disposition des autorités administratives et judiciaires.

Article 23

23.1 - Le Règlement intérieur et les modifications qui lui sont apportées sont préparés par le Conseil de Ligue et adoptés par l'Assemblée générale à la majorité simple des voix dont disposent, au moment du vote, les membres présents au titre de leur association sportive.

23.2 - Le Règlement intérieur et les modifications qui lui sont apportées sont communiqués au Directeur de la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports

23.3 - Dans le mois qui suit la réception du règlement ou de ses modifications, le Directeur de la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports peut notifier à la Ligue son opposition motivée.

TITRE VII DISPOSITIONS DIVERSES

Article 24

Pour tous les cas non prévus aux présents statuts, il est fait application des statuts de la **Fédération Française de Tennis de Table**.

Article 25

Les présents statuts ainsi que les modifications qui pourraient leur être apportées, seront portés par le Président de la Ligue à la connaissance du Préfet ou du sous-préfet du département ou de l'arrondissement du siège de la Ligue dans le mois suivant leur adoption en Assemblée générale. Ils seront portés à la connaissance du Président de la FFTT et du Directeur de la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports dans le mois de cette adoption.

Article 26

Les présents statuts adoptés par l'Assemblée générale de la Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de tennis de table en date du 29 octobre 2022 annulent et remplacent ceux adoptés par l'Assemblée générale de la Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de tennis de table en date du 19 juin 2021. Ils sont applicables à compter du 29 octobre 2022.

Le Secrétaire Général
Sylvain FERRIERE



Le Président
Jean-Luc GUILLOT

